

Le profil intellectuel de la génération montante des économistes au concours d'agrégation de sciences économiques de l'enseignement supérieur de 2003-2004

Par Bertrand Lemennicier¹

20 juillet 2004

Le concours d'agrégation en sciences économiques (pour devenir professeur des universités) ouvert en 2003 et présidé par Pascal Salin a offert aux membres du jury, comme pour les autres concours, une occasion exceptionnelle de découvrir les économistes des jeunes générations qui désirent devenir professeurs d'Université. En effet, la possibilité de faire des rapports sur les candidats et de discuter l'ensemble des travaux et leçons qu'ils soumettent au jury, permet de dresser leur profil intellectuel et moral. C'est l'objet de cet article que de porter un jugement critique² sur ces générations d'économistes, dont l'âge moyen est de 35 ans, et qui feront la profession de demain.

Dans une première section, nous comparerons le concours de 2003 aux concours précédents sur la base de l'article de Laurent Linnemer et Anne Perrot (2003)³. Contrairement au travail fait par L.Linnemer et A.Perrot, nous avons construit des statistiques non seulement sur les caractéristiques individuelles des candidats obtenues à partir des CV mais aussi des statistiques sur les aptitudes professionnelles des candidats telles qu'elles se sont révélées au concours. Ces données empiriques nous permettent entre autre d'avoir une meilleure appréciation de ce que vaut le critère des publications comme base objective du recrutement du personnel enseignant à l'université. Cela fait l'objet de la deuxième section. Finalement, comme nous l'avons déjà souligné, la possibilité de discuter l'ensemble des travaux que les candidats soumettent au jury ou d'écouter les leçons qu'ils présentent, permet de porter un jugement critique sur le profil intellectuel et moral des jeunes générations d'économistes. C'est ce que nous développerons dans une troisième et dernière section. Cette description statistique des traits majeurs des économistes contemporains appelle une réflexion, cette fois

beaucoup plus traditionnelle, sur la conception que les économistes contemporains se font de la science économique. Ce sera notre conclusion.

1 Comparaison avec les concours précédents.

L.Linnemer et A.Perrot distinguent plusieurs caractéristiques des candidats et les différentes étapes de la compétition : sous admissibilité, admissibilité et admis ou résultat final.

Nous retiendrons comme eux :

- 1) Le nombre d'inscrits et de candidats ainsi que le nombre de postes à pourvoir.
- 2) L'âge des candidats (en années)
- 3) Le sexe
- 4) L'origine des candidats (Paris, Province, Outre mer, étranger)
- 5) Le statut (Maître de Conférences ou autre)
- 6) Le lien avec le Jury (le candidat travaille dans la même université que l'un des membres du jury ou a eu comme directeur de thèse l'un des membres du jury)

Comme nous disposons de ces données recueillies à partir des CV joints par les candidats au moment de leur inscription, nous pouvons comparer ce concours à celui des précédents.

Le premier tableau, ci-dessous, représente les 6 catégories précitées pour les candidats des quatre derniers concours de 1997, 1999, 2001 et 2003

Tableau 1 Statistiques sur les quatre derniers concours de 1997 à 2003

Concours	Président 2003-Salin	Président 2001-Glais	Président 1999-Fitoussi	Président 1997-Bienaymé
Nombre de candidats	97	130	155	133
Nombre de désistements	10 (10%)	15 (11%)	6 (3,8%)	9 (6,3%)
Postes à pourvoir	15 (15%)	33 (25%)	33 (21,2%)	30 (22,5%)
Age moyen des candidats	35 ans	34 ans	34 ans	35 ans
Nombre de candidats H	70 (72%)	91 (70%)	114 (74%)	106 (79,7%)
Nombre de candidats F	27 (27,8%)	39 (30%)	41 (26%)	27 (20,3%)
Origine Paris	32 (33%)	38 (29%)	55(35%)	49 (37%)
Province	57 (58%)	77 (59%)	93 (60%)	83 (62%)
Outre mer	3 (3%)	9 (7%)	2 (1%)	1 (1%)

étrangers	5 (5%)	6 (5%)	5 (3%)	0 (0%)
Statut MC	73 (75,2%)	103 (79%)	110 (71%)	103 (77%)
Lien avec le Jury	25 (25%)	55 (42%)	30 (19%)	64 (48%)

Le concours de 2003 se démarque des concours des vingt dernières années par trois traits remarquables :

- 1) C'est le premier concours où il y a aussi peu de postes à pourvoir. Le taux de sélection est de 15% contrairement aux autres concours où le taux de sélection a varié entre 35% et 21%. C'est donc le concours le plus sélectif depuis plus de 20 ans. Pour comparer avec les autres concours, il faut prendre la sélection qui a été opérée en 2003 à la dernière étape (leçon de spécialité) où 24 candidats avaient été finalement retenus (taux de sélection de 24,7% comparable aux autres concours).
- 2) C'est un des concours où la proportion de candidats ayant un lien avec le Jury est la plus faible (au sens où un membre du jury est le directeur de thèse du candidat et où le candidat est en poste dans la même université qu'un membre du jury). Seul le jury de 1999 fait mieux⁴.
- 3) C'est le premier concours où des candidats "sous-admissibles" (cf. ci-dessous) et certains membres du jury ont fait l'objet d'une campagne médiatique dans des journaux ou hebdomadaires tels que : Libération, le Figaro, Le Monde, Paris Match, Charlie-Hebdo etc. visant à ternir les compétences scientifiques des membres du Jury⁵ comme des candidats, campagne à l'initiative de deux professeurs d'université dont l'un est membre du Conseil National des Universités (5^e section de sciences économiques)⁶.

La sélection par étape met en balance le poids des travaux et celui des leçons en 8 heures et / ou 24 heures. L'épreuve des leçons est particulièrement difficile car elle révèle les qualités physiques, psychologiques et intellectuelles des candidats et elle a son importance au sens où l'on recrute des professeurs dont le métier consiste à faire des conférences devant un public principalement d'étudiants et non pas uniquement à faire un travail de recherche. Un poids plus important donné aux leçons ou aux travaux préfigure un premier critère de sélection du jury et une politique de recrutement.

Compte tenu du nombre de postes ouverts à chaque concours et du nombre de candidats, le nombre d'éliminés au concours est déterminé à l'avance (dernière colonne du tableau 2). Ce qui n'est pas connu, c'est le nombre d'éliminés aux travaux, à la première leçon et à la deuxième leçon : celle de spécialité. L.Linnemer et A.Perrot ont calculé un tableau représentant cette sélection. Faisons de même pour le concours de 2003.

C'est au concours de 1993 que le poids le plus important a été mis sur les leçons, le poids le plus important donné aux travaux l'a été avec le concours de 1999. Le concours de 2003 s'avère plus sélectif que les autres, sur travaux, mais moins que pour le concours de 1999. Le nombre de postes à pourvoir n'est pas indifférent au choix par le jury d'éliminer les candidats aux diverses étapes. Si au concours de 2003 le Ministère avait ouvert davantage de postes, mettons 24, pour respecter le taux de sélection de 2001 par exemple, l'élimination sur travaux aurait été autre et sans doute plus proche des autres concours.

Tableau 2 Les étapes de l'élimination (concours de la période 1993-2003)

Années	Total candidats	Travaux	Leçons théorie	Leçon spécialité	Total à éliminer*
1993	91	34(55,7%)	16(26,2%)	11(18%)	61 (100%)(30)
1995	111	61 (75%)	5 (6%)	15 (19%)	81 (100%) (30)
1997	133	64 (62,1%)	24 (23,3%)	15 (14,5%)	103 (100%)(30)
1999	155	107 (88%)	8 (6,5%)	7 (5,7%)	122 (100%) (33)
2001	130	57 (58,7%)	24 (24,7%)	16 (16,5%)	97(100%) (33)
2003	97	57 (69,5%)	16(19,5%)	9 (10,9 %)	82(100%) (15)

* La dernière colonne s'obtient en enlevant du nombre de candidats le nombre de postes ouverts au concours. Les pourcentages sont par rapport à cette colonne.

Continuons cette comparaison avec les autres concours avec le tableau 3 qui présente les mêmes caractéristiques mais aux différents stades de l'élimination : sous admissibilité, admissibilité et admis.

**Tableau 3 Réussite aux épreuves du concours et caractéristiques des candidats
(concours de la période 1999-2003)**

	Candidats	Nombre de postes	Age moyen des candidats	Nombre de candidats H	Nombre de candidats F	Origine Paris	Statut MC
Sous admissibles 2003	97	15 (15%)	34 ans (35 ans)	31(77,5%) (72%)	9 (22,5%) (27,8%)	9 (22%) (33%)	29 (72,5%) (76,2%)
Sous admissibles 2001	130	33 (25%)	33 ans (34 ans)	50 (68%) (70%)	23 (32%) (30%)	- (29%)	-
Sous admissibles 1999	155	33 (21%)	32 ans (34 ans)	41(85%) (74%)	7(15%) (26%)	- (35%)	-
Admissibilité 2003	97	15 (15%)	33 ans	18 (75%) (72%) (25,3%)	6 (25%) (27,8%) (23%)	7(29,1%) (33%)	17 (70,8%) (76,2%)
Admissibilité 2001	130	33 (25%)	32 ans	35 (71,4%) (70%)	23 (47%) (30%)	- (29%)	-
Admissibilité 1999	155	33 (21%)	32 ans	34 (85%) (74%)	6 (15%) (26%)	- (35%)	-
Admis 2003	97	15 (15%)	33 ans	13 (86,6%) (72%) (18,3%)	2 (13,3%) (27,8%) (7,6%)	4 (26,6%) (33%) (12,5%)	11 (73,3%) (76,2%) (14,9%)
Admis 2001	130	33 (25%)	32 ans	23 (70%) (70%) (25,2%)	10 (30%) (30%) (25,6%)	34% (29%)	(28%)
Admis 1999	155	33 (21%)	32 ans	27 (82%) (74%) (23,6%)	6 (18%) (26%) (14,6%)	35% (35%)	(22%)

En gras les proportions dans l'échantillon de départ, en italique les taux de réussite apparents

Comme pour tous les autres concours l'âge moyen des candidats diminue avec le processus de sélection. La moyenne d'âge des admissibles et admis est de 33 ans au concours de 2003 contre 35 ans pour l'ensemble des candidats auditionnés. Pour les deux autres concours précédents l'âge moyen était de 34 ans pour les candidats et de 32 ans pour les admis. Qu'en est-il du sexe des candidats ?. Le jury de 2001 est le plus « politiquement correct » dans ce

domaine. A chaque étape de l'élimination, ce concours conserve à peu près la même proportion d'hommes et de femmes. En revanche, les deux autres concours ne respectent pas ce principe. Celui de 1999 est le plus sélectif à l'encontre des femmes. La sélection sur travaux fait apparaître un ratio d'hommes supérieur à celui de l'échantillon de départ 85% contre 74% dans l'ensemble des candidats. Les femmes sont sous représentées avec 15% au lieu des 26% attendus si l'on respectait un principe de proportionnalité. Ce qui est confirmé par les taux apparents de réussite. Le taux de réussite des hommes est supérieur à 21% (imposé par le ratio entre les postes ouverts et le nombre de candidats auditionnés) puisqu'il est de 23,6% alors que le taux de réussite des femmes est de 14,6%.

Le concours de 2003 présente un profil similaire à celui de 1999 au moins dans les chiffres. En effet, les femmes sont sous représentées parmi les admis comparées aux deux autres concours. 13,3 % de femmes sont admises alors que l'on devrait en attendre 27%, proportion initiale de femmes parmi les candidats (dans le concours de 1999, il y en avait 18% alors que l'on en attendrait 26%). Cependant la comparaison est difficile car on ne connaît pas le comportement des autres jurys, s'ils avaient eu seulement 15 postes à pourvoir au lieu des 33 postes dont ils ont bénéficié. Si l'on admet le même taux de sélection que dans le concours de 2001 (25%), le ministère aurait du, en 2003, pourvoir 24 postes. Ce nombre correspond aux admissibles de 2003. Il s'avère alors que la proportion de femmes parmi les admissibles est très proche de celle observée dans l'échantillon des candidats (25% contre 27%). Les taux de réussite apparents sont alors proches de ceux des postes à pourvoir : 25,3% pour les hommes et 23% pour les femmes.

En réalité le sexe féminin a toujours été relativement avantagé dans tous les concours précédents exception faite de deux concours : celui de 1989 présidé par René Passet et celui de 1999 présidé par Jean-Paul Fitoussi (deux jurys très marqués à gauche). En effet, si l'on se reporte au tableau 24 de l'article de L.Linnemer et A.Perrot (2003), on remarque qu'en 1985, 1991, 1995, les femmes sont sur-représentées parmi les candidats admis : 10% contre 8% en 1985, 23% contre 16% en 1991, 27% contre 15% en 1993, 30% contre 22% en 1995. Elles sont à peu près également représentées dans les concours 1987, 1997 et 2001 : 10% contre 11% en 1987, 20% contre 20% en 1997 et 30 % contre 30% en 2001. En revanche, elles sont sous-représentées en 1989 8% contre 14% et en 1999, 18% contre 26%. Si par comparaison le concours de 2003 avait, à peu près, disposé proportionnellement d'autant de postes que les autres concours, les femmes auraient été à peu près également représentées à tous les stades de la sélection. Il est intéressant de savoir que les femmes ont été éliminées principalement à

la première leçon avec René Passet et sur travaux avec Jean-Paul Fitoussi alors qu'elles l'ont été sur la leçon de spécialité en 2003.

Pour terminer cette comparaison, on peut analyser, comme l'ont fait Linnemer et Perrot, les taux de réussite en fonction des liens avec le jury. Le tableau 4 suivant reprend les tableaux 14 et 15 de Linnemer et Perrot pour les concours de 1999 et 2001 en le complétant avec le concours de 2003.

Tableau 4 Liens avec le jury et réussite au concours (concours de la période 1999-2003)

années	Candidats et lien avec le jury			Taux de réussite selon le lien		
	Pas de lien	liens	Total des candidats	Pas de lien	Liens	Total Nombre de postes sur nombre de candidats
1999* admis	125 (58%)	30 (19%)	155 (100%)	21%	23%	21,3% (33)
2001 admis	75 (58%)	55 (42%)	130 (100%)	19%	35%	25,3% (33)
2003 admis	72 (74%)	25 (26%)	97 (100%)	12,5% (9)	24% (6)	15,4% (15)
2003 admissibles	72 (74%)	25 (26%)	97 (100%)	20,8% (15)	36% (9)	25% (24)
2003 sous admissibles	72 (74%)	25 (26%)	97 (100%)	34,7% (25)	60% (15)	41,2% (40)

* en 1999 les liens avec les membres du jury sont sous estimés du fait du nombre des candidats OFCE.

Le concours de 2003 montre que les candidats liés au jury ont eu un taux de réussite supérieur à ceux des autres candidats comme pour les concours précédents. On peut même affirmer qu'il est presque semblable au concours de 2001 et selon le tableau de Linnemer et Perrot bien inférieur à des concours précédents tel celui de 1987 et 1993. En effet, si ce concours avait pu disposer de 24 places, les candidats sélectionnés pour l'admissibilité auraient nécessairement été admis⁷. Ce Jury ne semble donc pas très différent des autres. Il est finalement plus proche de celui de 2001 que de celui de 1999 qui demeure de loin le plus atypique de tous les jurys. Si l'on se reporte au tableau 15 de Linnemer et Perrot , on

s'aperçoit que le taux de réussite final (admis) selon le lien avec le jury au concours de 1987 était identique au taux de réussite selon le lien avec le jury des sous admissibles de 2003 !⁸

Contrairement au travail fait par L.Linnemer et A.Perrot, nous disposons de statistiques sur les caractéristiques individuelles et les qualités ou les aptitudes professionnelles des candidats. Ces données empiriques que nous avons constituées nous permettent d'avoir une meilleure appréciation de la valeur des candidats, d'avoir une vision sur les critères de sélection utilisés par ce jury et simultanément de connaître le profil intellectuel des 97 candidats auditionnés. Nous avons aussi la possibilité de porter un jugement sur la valeur des travaux d'une génération d'économistes (de moyenne d'âge inférieure à trente-cinq ans)⁹. Dans la deuxième section, nous présentons en conséquence les résultats du processus de sélection consécutif à la première étape en fonction d'un ensemble de caractéristiques mesurant les qualités et les aptitudes professionnelles des candidats.

2 Les caractéristiques des candidats sélectionnés.

Nous avons distingué les caractéristiques liées aux candidats eux-mêmes (sexe, âge, statut matrimonial, divorcé, marié ou vivant maritalement et nombre d'enfants) de celles liées à leur vie professionnelle : nombre des travaux, spécialisations, Habilitation à Diriger des Recherches (HDR), diplôme de grandes écoles, admissibilité au concours précédent 2001.

Nous avons retenu un certain nombre de catégories susceptibles de traduire l'importance quantitative et qualitative du travail de recherche fourni par le candidat¹⁰:

- a) le nombre total de documents de travail ou de papiers
- b) le nombre de livres publiés
- c) le nombre de publications dans des revues à comité de lecture
- d) le nombre de publications dans des revues à rating (en utilisant le rating de Dixit et celui de Kirman qui circulent dans le milieu)
- e) les distinctions (prix de thèse ou autres distinctions)
- f) le nombre de revues dans lequel le candidat à jouer le rôle de rapporteur (tel que déclaré par le candidat dans son CV)
- g) le nombre de revues dans lequel il a publié et pour lequel il est aussi rapporteur.
- h) le nombre de publications écrites sans co-auteur.

On peut facilement admettre que la valeur du candidat se révèle par le nombre de publications dans des revues à comité de lecture comme dans des revues à « rating » ou encore par le fait que les revues font appel au candidat pour être rapporteur. Si l'on peut considérer ces caractéristiques comme donnant une bonne information sur l'aspect quantitatif du « scientifiquement correct » des candidats, ce n'est pas nécessairement une preuve de la qualité intellectuelle que l'on est en droit d'exiger d'un économiste.

Pour corriger ce biais, nous avons, nous même, proposé un rating des travaux des candidats en fonction de la présence ou non de certaines caractéristiques (avec une note de 1 à 10 pour chacune d'entre elles) que nous jugeons comme essentielles dans le travail d'un économiste. Pour cela nous nous appuyons sur le rapport critique du concours de 1997-1998, écrit par le Président du Jury de l'époque A.Bienaymé et par notre expérience personnelle.

Nous avons retenu :

- a) le raisonnement économique
- b) l'abstraction par la formalisation
- c) la présence de tests empiriques
- d) l'originalité du sujet
- e) l'esprit critique
- f) la culture économique

Il est facile de vérifier si les travaux présentent un degré élevé de mathématisation ou de tests empiriques. En revanche, il est plus difficile de se mettre d'accord sur la présence dans les travaux d'un pur raisonnement économique accompagnant ou non une formalisation, d'un esprit critique envers les concepts, les modèles ou les raisonnements utilisés ou d'une réelle culture économique (autre que de citer dans les travaux des auteurs anciens que les candidats n'ont pas lus). On admet volontiers une part subjective dans cette appréciation, mais elle est essentielle pour caractériser un économiste¹¹. En effet, il n'est pas nécessaire d'être économiste pour faire de la formalisation ou des tests empiriques. On peut être historien, juriste, sociologue, physicien, mathématicien ou philosophe et faire de la formalisation ou de l'économétrie dans n'importe quel domaine des sciences sociales¹² y compris dans le champ dit de l'économie. C'est ce que nous rappelle Deirdre McCloskey¹³ :

« Le raisonnement économique qui définit un économiste de la même manière que l'art du diagnostic définit un médecin ou comme celui d'entraîner des hommes et de gagner une

bataille définit un officier militaire... Quant on soutient qu'un « expert » en économie n'est pas un économiste on ne veut pas dire qu'il est ignorant des institutions de la vie économique ou de son histoire, voire des statistiques qui décrivent l'économie ou encore de ses représentations mathématiques. On entend par-là qu'il ignore le raisonnement économique »

On comprend bien que cette aptitude s'acquière avec l'expérience et donc les années. Des candidats trop jeunes ne peuvent en avoir une grande maîtrise. Mais le jury est là pour recruter des professeurs d'économie pas des mathématiciens ou des économètres-statisticiens purs. C'est le rôle de la soutenance des travaux comme des leçons que de repérer chez les candidats ces aptitudes qui font qu'ils révèlent un profil d'économistes et non pas celui d'une autre discipline. Le tableau 5 suivant présente les caractéristiques des candidats, des sous admissibles, des admissibles et des admis.

Une première colonne présente le profil de l'ensemble des candidats et les colonnes suivantes présentent les profils des sélectionnés : sous admissibilité, admissibilité et admis.

Tableau 5 Caractéristiques des candidats sélectionnés par étape (concours 2003)

caractéristiques	97 candidats ayant été auditionnés	27 HDR*	40 sous admissibles	24 admissibles	15 admis
admissibles en 2001	16 (16,5%)	3 (11%)	6 (15%)	2 (8,3%)	2 (13,3%)
Sexe féminin	27 (26,8%)	9 (33%)	10 (25%)	6 (25%)	2 (13,3%)
divorcé :séparé	4 (4,1%)	1(4%)	2 (5%)	0	0
enfants	1,79	2,1	1,59	1,7	2,25
marié	47 (48,5%)	17 (63%)	20 (50%)	12 (50%)	6 (40%)
age	35	39,15	33,9	32,8	32,9
Econométrie	8 (8,2%)	3 (11%)	1 (2,5%)	0	0
Economie publique	20 (21,6%)	6 (22%)	10 (25%)	3 (12,3%)	1 (6,6%)
Eco et finance inter	8 (8,2%)	3 (11%)	3 (5%)	1 (4,16%)	1 (6,6%)
Monnaie et Finance	15 (15,5%)	2 (7%)	8 (20%)	5 (20,8%)	4 (26,6%)
Cycles et politiques macro	9 (9,3%)	4 (15%)	4 (10%)	4 (16,6%)	1 (6,6%)
Eco des marchés et des organisations	15 (15,5%)	2 (7%)	4 (10%)	2 (8,3%)	2 (13,3%)
Eco Travail/demo	12 (11,3%)	0	7(17,5%)	7 (29,16%)	6 (40%)
Croissance et Développement	10 (10,3%))	5 (19%)	3 (7,5%)	1 (4,16%)	0
Histoire de la pensée économique HPE	7 (7,2%)	3 (11%)	1(2,5%)	1(4,16%)	1 (6,6%)
grandes écoles	16 (16,5%)	1(4%)	6 (15%)	2 (8,3%)	2 (13,3%)
Habilitation à diriger des recherches HDR	27 (27,8%)	27 (100%)	10 (25%)	6 (25%)	3 (20%)
Nombre de papiers	16,54	25,07	16,05	17,25	19,67

nombre de publications					
articles revues	5,93	7,81	6,75	8	9,33
publications revues à rating	2,8	3,15	2,90	3,5	3,93
distinction sous forme de prix	14 (14,4%)	3	10 (25%)	8 (33,3%)	5 (30%)
Livres	0,34	0,85	0,20	0,17	0,27
publications seul	3,13	4,89	3,43	4,1	4,33
publications seul, revues à rating	1,44	1,65	1,56	1,8	1,93
Aptitude au raisonnement économique	2,20	2,31	3,68	4,0	3,80
Formalisation mathématique	5,13	4,26	6,16	6,5	6,87
tests empiriques	2,96	2,7	3,58	3,8	3,93
originalité du sujet	3,32	3,74	3,95	4,6	4,80
esprit critique	2,06	3,15	3,71	4,2	4,07
culture économique	1,30	2	2,16	1,9	1,80
lien avec le jury (direction de thèse)	5 (5,15%)	2 (7%)	2 (5%)	1 (4,16%)	0,00
Même université que l'un des membres du jury	20 (20,6%)	5 (19%)	13 (32,5%)	9 (37,5%)	6 (40%)
rapporteurs dans revues	3,92	5	4,08	4,3	4,54
publications dans revues où le candidat est rapporteur	1,29	2,14	1,12	1,2	1,46

**HDR pour "ayant une habilitation à diriger des recherches".*

Le tableau précédent résume le processus de sélection en fonction des caractéristiques précitées. Reprenons ces caractéristiques une à une.

Le statut matrimonial

Sur 97 candidats auditionnés, 47 sont mariés ou vivent maritalement, 4 ont divorcé. Le nombre moyen d'enfants, pour ceux qui ont des enfants, est de 1,8. La population des enseignants et économistes qui se présentent au concours est très atypique : 45% de célibataires chez les femmes contre 31% dans la population de 15 ans et plus et 55% de célibataires chez les hommes contre 38% dans la population normale¹⁴. En termes d'appariement sur le marché du mariage, c'est une population qui a des difficultés à trouver un partenaire ou à afficher publiquement qu'il vit en concubinage avec quelqu'un¹⁵.

Age des candidats

L'âge moyen des candidats est de 35 ans, le plus jeune a 29 ans et le plus vieux 60 ans.

L'âge moyen des sous admissibles est de 34 ans, les plus jeunes ont 29 ans et le plus vieux 49 ans. L'âge moyen des admissibles et des admis est de 33 ans, les plus jeunes ont 29 ans et le ou les plus vieux ont 40 ans. Le concours 2003-2004 ne diffère pas, de ce point de vue, des précédents concours. En se reportant à Linnemer et Perrot, en 2001, l'âge moyen des

candidats était de 34 ans avec un minimum de 27 ans et un maximum de 58 ans pour les candidats. Il était de 33 ans avec un minimum de 27 ans et un maximum de 46 ans pour les sous admissibles. Il était de 32 ans pour les admissibles et les admis avec 27 ans pour les plus jeunes et 41 pour le ou les plus vieux. Maintenant abordons les caractéristiques propres à ce concours de 2003.

Publications

Les 97 candidats de ce concours présentent chacun en moyenne 16,5 papiers ou documents de travail, 6 publications dans des revues à comité de lecture, 2,8 publications dans des revues à rating. Nous avons aussi introduit le critère suivant : est-ce que le candidat publie seul ou avec des co-auteurs ? De plus en plus de candidats publient à plusieurs. Ils confondent souvent qualité des publications avec le nombre. La recherche du nombre de papiers publiés les pousse à coopérer avec d'autres candidats ou avec leur directeur de thèse. Sur les 6 publications dans des revues à comité de lecture, seules 3 d'entre elles sont en moyenne des publications sans co-auteur. Sur 2,8 publications à rating seules 1,4 d'entre elles sont des publications sans co-auteur. En gros les papiers sont écrits à plusieurs pour une bonne moitié d'entre eux!

On devrait s'attendre à ce que la soutenance sur travaux sélectionne les candidats en fonction des publications. C'est ce que confirme le tableau 5. On compare les 40 élus aux 97 candidats auditionnés. Le nombre de papiers et documents de travail ne sont pas discriminants. Les sous admissibles ont fait à peu près autant de travaux, 16 contre 16,5, que l'ensemble des auditionnés. En revanche, le nombre de publications dans les revues à comité de lecture est significativement plus élevé parmi les sous admissibles : 6,75 contre 5,9. Il en est de même avec le nombre de publications écrites sans co-auteur : 3,4 contre 3,1. Si le nombre de publications dans les revues à rating est plus élevé chez les sous admissibles, il ne l'est pas de manière significative : 2,9 contre 2,79. Cependant les publications sans co-auteur dans des revues à rating l'est un peu plus : 1,56 contre 1,44. Par ailleurs, les candidats sélectionnés produisent moins de livres que les candidats auditionnés et sont, à ce stade de la compétition moins souvent rapporteurs dans des revues à comité de lecture.

Lorsque l'on aborde les deux autres étapes de la sélection, ceux des candidats qui font les meilleures leçons sont aussi ceux qui ont un nombre de papiers, de publications dans des revues à comité de lecture et à rating plus élevé que les autres. Par exemple, à la première leçon, les 24 sélectionnés, ont en moyenne 17,25 travaux contre 16,5. Si l'on prend les

publications dans des revues à comité de lecture ils ont 8 publications contre 5,9. Ils ont 3,5 publications à rating contre 2,8 à l'ensemble de l'échantillon et 4 publications écrites sans co-auteur contre 3,1¹⁶. Ce poids des publications s'accroît avec la dernière leçon. Les 15 admis par opposition aux 9 non sélectionnés à cette phase terminale du concours ont 19,6 travaux contre 13, 9,3 publications dans des revues à comité de lecture contre 5,8, 3,9 publications dans revues à rating contre 2,8 ; 4,3 publications sans co-auteur contre 3,8. Cette montée du poids des travaux peut recevoir plusieurs interprétations. Le jury peut accorder un poids important aux travaux par rapport aux leçons. Il peut aussi se faire une opinion favorable des candidats qui ont de bons travaux ou jugés tels, et par un effet de mémoire positive, être plus indulgent si le candidat fait une leçon médiocre. Enfin, par le phénomène même de la sélection, les bons candidats sont normalement bons à la fois aux travaux et aux leçons. Par définition ceux qui survivent au processus de sélection des leçons parce qu'ils sont bons sont aussi bons aux travaux. Les trois interprétations ne sont pas nécessairement mutuellement exclusives..

Diplômes de grandes écoles, distinctions honorifiques

On pourrait considérer les diplômes des grandes écoles et les distinctions comme des indicateurs de la qualité des candidats. Ces caractéristiques devraient influencer sur le résultat. Il n'en est rien. 16 candidats ont un diplôme d'une grande école (IEP, Ulm ou Cachan) et 15 candidats ont eu un prix de thèse ou autres distinctions pour leurs travaux. Cette qualité ne prédispose pas à la réussite au concours. 6 diplômés d'une grande école ont été sélectionnés sur travaux et on n'en retrouve que 2 parmi les admis, soit un taux de réussite de 13,3% légèrement inférieur au taux de réussite imposé de 15% mais aussi à la représentation dans l'échantillon des candidats (16%). Les prix de thèses ou autres distinctions semblent être un bon indice de la qualité du candidat tel que d'autres jurys (ceux des prix de thèse) en ont décidé. Sur les 15 candidats ayant eu un prix ou une distinction pour leurs travaux, 10 ont été sélectionnés sur travaux, on en retrouve 8 pour les admissibles et 5 parmi les 15 admis, soit un taux de réussite de 33,3% pour ceux qui ont eu des prix de thèses.

L'habilitation à diriger les recherches (HDR).

Ce diplôme mérite d'être examiné de plus près au sens où cette habilitation autorise les Maîtres de Conférences, après une soutenance, à diriger des travaux. La profession via la soutenance reconnaît donc la valeur des candidats. Or, parmi les 27 candidats ayant une HDR, seulement 10 ont été jugés dignes d'être sélectionnés sur travaux, 6 à la première leçon et

finalement on en retrouve seulement 3 parmi les admis. Ce qui fait un taux de réussite de 11,1%, chiffre très en dessous de leur représentativité parmi les candidats (27,8%) ! Les HDR ont 39 ans en moyenne, 63% d'entre eux sont mariés. Ils produisent beaucoup de papiers ou travaux : 25 en moyenne. Ils ont plus de publications 7,8 publications en moyenne dans des revues à comité de lecture et 3 dans des revues à rating contre respectivement 16,5, 6 et 2,8, pour l'ensemble des candidats. Cependant, compte tenu de la différence d'âge (5 ans en moyenne) cette performance doit être corrigée à la baisse. En dépit du nombre de travaux et publications qu'ils soumettent au jury, ils sont jugés moins performants que les autres puisqu'ils sont sous représentés parmi les admis. En quoi sont-ils moins performants ? Est-ce un effet de signal négatif lié à l'âge ou au diplôme obtenu qui serait dévalorisant ou est-ce plus simplement un phénomène d'auto sélection lié au fait qu'avec l'âge, n'étant pas encore professeur, ils ont révélé une moindre aptitude que leurs collègues de la même classe d'âge devenus professeurs ? Le tableau d, en annexe, illustre ce point et tranche en faveur de cette dernière hypothèse. Les HDR font une moindre performance sur les caractéristiques de raisonnement économique, de formalisation, tests empiriques, originalité du sujet mais aussi sur l'esprit critique que les admissibles alors que les HDR sont nettement meilleurs que les candidats rejetés sur les caractéristiques de raisonnement économique, d'originalité, d'esprit critique et de culture économique.

La qualité intellectuelle d'économiste

Bien qu'il s'agisse là de critères subjectifs, on reconnaît un économiste à sa façon de penser, à sa culture économique et à son esprit critique. L'originalité du sujet, la formalisation et les tests empiriques caractérisent beaucoup plus l'attitude « scientifique » voir « scientiste » du candidat. Il était particulièrement intéressant de faire un bilan de la profession en repérant chez les 97 candidats l'ensemble de ces caractéristiques. Les notes vont de 1 à 10. On remarquera une faiblesse générale dans les trois premières caractéristiques : raisonnement économique, esprit critique et culture économique puisque les notes moyennes sont largement inférieures à la moyenne ($< 2,2/10$). Cette impression avait déjà été ressentie par les membres du jury en 1997. Les aptitudes dites « scientifiques » en termes de formalisation passent à peine la moyenne avec $5,1/10^{17}$. L'originalité du sujet et l'aptitude aux tests empiriques sont en dessous de la moyenne avec $3,3/10$ et $2,9/10$ respectivement..

Les candidats formalisent donc au détriment du raisonnement économique et même au détriment d'une attitude consistant à tester les théories aux faits, méthodologie à laquelle adhèrent les candidats mais qu'ils n'appliquent pas!

La sélection sur travaux démontre clairement que les candidats ont été sélectionnés non seulement sur le nombre de publications, leur aptitude à la formalisation et aux tests empiriques mais aussi sur leur aptitude à raisonner, leur aptitude à critiquer et sur l'originalité de leurs travaux. En effet on double en moyenne le score sur ces trois dernières caractéristiques avec les étapes de la sélection.

Les options

Il est intéressant d'observer le choix des spécialisations par les candidats. Ces spécialisations varient en fonction des modes mais aussi de la politique des grands laboratoires qui vivent de essentiellement de l'argent public via les subventions directes et les contrats en appels d'offre avec les divers Ministères et les fonds européens dont l'objet est de favoriser la concentration des équipes de recherche..

Tableau 6 Spécialisation des candidats (concours 2003)

Spécialités	97 candidats (100%)	40 sous admissibles (100%)	24 admissibles	15 admis
Econométrie	8 (8,2%)	1 (2,5%)	0	0
Economie publique	20 (20,6%)	10 (25%)	3 (12,5%)	1 (6,6%)
Economie et finance internationale	8 (8,2%)	3 (7,5%)	1 (4,1%)	1 (6,6%)
Monnaie et finance	15(15,4%)	8 (20%)	5 (20,8%)	3 (20%)
Cycles et politiques économiques	9 (9,2%)	4 (10%)	4 (16,6%)	1 (6,6%)
Economies des organisations et des marchés	15 (15,4%)	4 (10%)	2 (8,3%)	2 (13,3%)
Economie du Travail	12 (12,3%)	7 (17,5%)	7 (29,1%)	6 (40%)
Croissance et développement	10(10,3%)	3 (7,5%)	1 (4,1%)	0
HPE	7 (7,2%)	1 (2,5%)	1	1 (6,6%)

Les candidats les plus nombreux se trouvent en Economie publique (20,6%), en Monnaie et finance (15,4%), en Economie des marchés et des organisations (15,4%) et en économie du

travail (12,3%). Ceci recoupe ce que l'on observe dans les concours précédents. Après l'étape des travaux, trois disciplines se retrouvent représentées parmi les candidats sélectionnés : l'Economie publique, l'Economie du travail et Monnaie et Finance. L'économétrie a été sous représentée. Cela ne traduit pas nécessairement une moindre qualité des candidats économètres ayant choisi cette spécialité, mais des candidats trop spécialisés en économétrie sans que ces derniers révèlent une quelconque compétence en économie, voire un intérêt pour cette matière. Pour les autres disciplines, il s'agit d'une plus faible qualité des candidats dans la spécialité choisie. De fait, parmi les admis, on observe une sous représentation nette d'économètres et de candidats ayant choisi l'économie publique, l'économie et la finance internationale et les cycles et la politique économique. En revanche, on observe une nette sur-représentation de candidats spécialisés en Economie du travail ! Ceci est dû aux petits nombres de postes à pourvoir et à la qualité des candidats qui ont choisi effectivement cette spécialité.

On peut compléter ce rapport par une dernière section qui porte sur des remarques plus générales à la fois sur l'attitude des candidats mais aussi sur les critères du « scientifiquement correct ». Le concours permet d'avoir une photographie à un moment donné de l'ensemble des travaux produits par une jeune génération d'économistes universitaires (les moins de 40 ans). On peut donc porter un jugement sur la valeur des travaux et sur le profil intellectuel de cette génération d'économistes.

3) *Que vaut le « scientifiquement correct ».*

Que vaut l'argument de nos collègues lorsqu'ils insistent sur le nombre de publications comme critère de recrutement à tous les niveaux (même au niveau des postes d'ATER ou d'ALER !) ? . On comprend que ce critère soit attrayant. Il semble¹⁸ plus objectif que beaucoup d'autres, mais est-il vrai que l'on aurait un meilleur recrutement si ce critère devenait dominant? En effet, s'il en était ainsi, on pourrait économiser le temps des membres des commissions de spécialistes, des membres du jury d'agrégation comme celui des membres du CNU, en enregistrant sur un fichier pour chaque universitaire le nombre de ses publications dans des revues à comité de lecture et à rating. Les plus dotés en nombre de publications (à comité de lecture et ou à rating) seraient alors recrutés ou bien monteraient plus vite les échelons de la carrière. Le concours nous offre l'opportunité de tester cet argument.

Le nombre de publications dans des revues à comité de lecture ou à « rating » comme base du « scientifiquement correct ».

Le tableau 7 suivant présente le profil des candidats classés par le nombre de publications dans des revues à comité de lecture et le profil des candidats classés par le nombre de publications dans des revues à rating comparés au profil des admissibles et des admis du concours de 2003.

Tableau 7 caractéristiques des candidats en fonction du nombre de publications (concours 2003)

Caractéristiques	Publications à rating >à 4; 28 candidats	Nombre de publications à comité de lecture, 24 premiers candidats (min 8, max 27)	24 admissibles	15 admis	97 candidats ayant été auditionnés
Nombre de papiers	21,5	27,7	17,25	19,67	16,54
nombre de publications articles revues	9,6	12,8	8	9,33	5,93
publications revues à rating	5,7	5,3	3,5	3,93	2,8
distinction sous forme de prix	6,0	4,0	8 (33,3%)	5 (30%)	14 (14,4%)
Livres	0,2	0,5	0,17	0,27	0,34
publications sans coauteur	3,9	6,3	4,1	4,33	3,13
Publications sans coauteur revues à rating	2,6	2,5	1,8	1,93	1,44
Aptitude au raisonnement économique	2,1	2,7	4,0	3,80	2,20
Formalisation mathématique	6,3	4,6	6,5	6,87	5,13
tests empiriques	3,6	2,9	3,8	3,93	2,96
originalité du sujet	3,2	3,1	4,6	4,80	3,32
esprit critique	1,9	3,0	4,2	4,07	2,06
Culture économique	0,8	1,6	1,9	1,80	1,30
rapporteur dans revues	5,6	5,1	4,3	4,54	3,92
publications dans revues où le candidat est rapporteur	1,7	1,6	1,2	1,46	1,29

Si nous comparons les 24 candidats dont le nombre de publications dans des revues à comité de lecture excède 8 et atteint le maximum de 27 ou les 28 candidats dont le nombre de publications dans des revues à rating excède 4¹⁹, nous n'avons pas le même profil que les

candidats admis. On remarquera aussi que la liste à rating n'est pas identique à celle du nombre de publications dans des revues à comité de lecture. On peut avoir un grand nombre de publications et peu ou pas dans des revues à rating simplement parce que les revues concernées ne sont pas répertoriées dans les "rating". L'entrée dans le rating est établie la plupart du temps par des collègues qui n'ont été habilités par aucune autorité morale ou scientifique pour le faire parce qu'il n'existe pas d'autorité morale ou scientifique en science qui puisse dire ce qui est scientifique ou non. Ces listes n'engagent donc que leurs auteurs à l'exemple de celles qui circulent dans la profession. Ainsi faire rentrer la Revue Economique, la Revue d'Economie Politique, les Cahiers d'Economie Politique, les Cahiers d'économie et de sociologie rurale par exemple dans ces listes qui circulent et attribuer un rating de 2 ou de 1 pour la Revue Economique ou la Revue d'Economie Politique est purement arbitraire. En effet dans les listes qui circulent nul ne sait comment ont été établies de telles valeurs, pourquoi 2 et pas 1 ou 0,09²⁰.

Il est intéressant de remarquer que le score des candidats sur les caractéristiques de raisonnement économique, de formalisation, de tests empiriques, d'originalité du sujet, de culture économique et d'esprit critique, en fonction du nombre de publications est très inférieur à celui des candidats sélectionnés au concours.

C'est l'objet même d'un jury que d'évaluer des caractéristiques autres que le simple dénombrement de publications que celles-ci soient à rating ou non. Incidemment, on remarquera que les candidats dont le nombre de publications à rating excède 4 ont un score moins élevé sur toutes les caractéristiques de raisonnement, formalisation, tests empiriques, originalité du sujet, esprit critique et culture économique, que les 24 candidats déclarés admissibles.

Remarques générales sur les tendances intellectuelles et morales des candidats

A la lecture des tableaux précédents, il apparaît inutile de discuter *des* points « forts »²¹ des candidats qui se résument à **un seul** : la formalisation mathématique. On passe de 5,1/10 pour l'ensemble des candidats à 6,87 pour les admis. Toutes les autres caractéristiques restent en dessous de la moyenne. En revanche, nous ne pouvons qu'insister sur les points « faibles » des candidats. Ceux-ci ne peuvent que nous inquiéter sur l'avenir de la recherche en Economie.

- 1) On observe sinon une grande servilité, au moins une grande docilité des candidats. Le rapporteur a toujours raison. Lors des leçons, les candidats croient qu'il est de bon ton de mentionner les grands auteurs dont ils pensent qu'ils plaisent au Jury. A titre d'illustration les candidats n'ont pas hésité à mentionner les prix Nobel F.Hayek ou G. Becker en croyant faire plaisir aux membres du jury. Si certains membres du jury ont pu être Béckerien ou Hayékien par le passé, aucun des membres de ce jury ne s'inspire de ces auteurs aujourd'hui. La complaisance du candidat tombe à plat.
 - 2) Les candidats, à quelques exceptions près, ignorent « volontairement » ce qu'ont écrit les générations précédentes sur le même sujet, comme si l'économie n'existait que depuis qu'ils sont nés, i.e. depuis la décennie 1970 !²²
 - 3) En moyenne les éléments fondamentaux du raisonnement économique sont absents chez les candidats. On retrouve ce manque qui devient alors cruel lors des discussions des travaux ou des leçons.
 - 4) On observe une extrême spécialisation des candidats sur des sujets souvent étroits ou ponctuels qui font douter de leur compétence générale.
 - 5) Beaucoup de papiers sont des redites, par exemple le premier est en français et le suivant, identique, en anglais, voire le troisième est sur un sujet connexe : le but est évident : le nombre des publications.
 - 6) On observe trop de publications en commun. Les co-auteurs travaillent sur le même sujet et sont souvent les directeurs de thèse ou du laboratoire où le candidat travaille. Certains candidats font des articles à deux ou à plusieurs et insèrent ces articles dans leur thèse. Ce qui jette un doute sur l'apport du candidat à l'article publié ou à la thèse.
 - 7) Trop souvent les articles ou les thèses démarrent par une évocation rapide de quelques banalités (les inévitables "faits stylisés") parfois illustrées d'une poignée de chiffres sur le sujet traité accompagné des références à la littérature "reliée" anglo-saxonne sans une véritable analyse approfondie et critique de celle-ci. Ce qui est bien confirmé par une absence totale d'esprit critique sur les modèles de référence sur lesquels reposent les analyses des candidats. On n'observe aucune réflexion sur les hypothèses utilisées, ni sur les hypothèses implicites. Les candidats ignorent l'impact de l'abandon de certaines hypothèses sur les conclusions du modèle. On peut parfois douter que les candidats remontent à l'article original. Ils se contentent souvent d'une adaptation du modèle original (voire d'une déformation) faite par d'autres. On peut suspecter que les
-

candidats n'ont jamais critiqué les articles sur lesquels ils vont fonder leur thèse, s'ils les ont vraiment lus!

- 8) Il est frappant d'observer un usage immodéré de l'argument d'autorité. Le candidat reprend le modèle de « Barro-Gordon » ou d'un autre parce que les auteurs sont célèbres. Que le modèle soit inapproprié au problème traité ne tracasse pas beaucoup le candidat.
- 9) Dans leur façon de travailler les candidats révèlent qu'ils regardent la littérature récente et cherchent à ajouter à des modèles déjà élaborés un point mineur en levant une hypothèse ou en complétant les modèles sur un point n'ayant pas été développé auparavant. Que la littérature existante soit erronée dans son approche comme dans sa formalisation ne gêne pas les auteurs. Leur but en effet n'est pas de mieux comprendre le problème économique abordé dans la littérature mais de publier.
- 10) Une autre caractéristique des candidats (ou de la profession) qui surprend est le penchant considérable de ces derniers pour des modèles importés de la physique, de la biologie (jeux évolutionnistes), ou du béhaviorisme (pour la finance). Des sommets, parfois dans le comique, ont été atteints avec le concept d'hystérèse²³. Un usage inconsidéré ou sans précaution de métaphores en provenance de la physique ou de transposition d'un modèle adéquat pour un sujet, mais mal adapté à un autre est un trait de cette génération qui cherche une inspiration en dehors de la discipline. Elle révèle ainsi un penchant pour le scientisme qui dévoile une absence de réflexion sur la méthodologie ! S'il y en a, elle date des années 1950-1980.
- 11) Un des aspects amusants de ces effets de mode est le passage obligé par la théorie des jeux appliquée à tout et n'importe quoi. Les candidats n'ont pas bien compris qu'une des implications de la théorie des jeux est la disparition du système de prix et du concept de marché dans l'analyse économique. Cette régression dans la pensée économique est étonnante. A tel point que les candidats, et parfois certains de nos collègues (de notre génération), quand on leur rappelle ce point font la sourde oreille au prétexte que le modèle qu'ils utilisent n'a pas pour objet de comprendre pourquoi le système de prix pourrait être la solution au problème qu'ils étudient. On est frappé aussi par l'ignorance, chez les candidats, de la question centrale de la définition et de l'émergence des droits de propriété comme de leur échange sur une base du

consentement pour comprendre comment le marché résout habituellement un problème économique.

- 12) Pour le jury de 2003, dont, dès la nomination du Président, des membres du CNU (5^e section) ont contesté l'option « libérale »²⁴, la génération des candidats à quelques exceptions près, dévoile une réelle absence de réflexion critique sur la nature de l'Etat en tant qu'instrument de coercition²⁵. La vision angélique de l'Etat qu'il développe et l'ignorance dont ils font preuve sur des domaines entiers de la littérature sur la théorie des choix publics ou sur le débat planification-marché et la dynamique des réglementations laissent pantois. Quand on pense qu'il y a encore des candidats qui utilisent la fiction du planificateur central maximisant une fonction d'utilité collective avec laquelle ils vont proposer des politiques économiques et sociales! Ce biais idéologique nous fait penser à la fable de la paille dans l'œil du voisin (celle des libéraux) et de la poutre qu'on a dans le sien (celle des pro-étatistes).
- 13) La lecture des travaux des candidats, publiés dans des revues à comité de lecture et à rating, soulève un problème sur les rapporteurs qui laissent passer des articles qui ne devraient pas être publiés ou qui ne pourraient pas l'être dans d'autres revues même non cotées. Il s'agit là d'une question de fond sur la politique des revues et de leurs réseaux de rapporteurs. Quand on voit que nombre de candidats sont aussi rapporteurs dans les revues dans lesquels ils sont aussi amenés à publier, on peut se poser la question sur la constitution des réseaux dans les comités de lecture pour faciliter la publication. Les candidats publient en moyenne un papier sur trois dans la revue où ils sont aussi rapporteurs²⁶.

En guise de conclusion : un retour sur le débat à propos de la science économique

Ce constat, finalement très négatif, sur une certaine génération d'économistes²⁷ illustre l'éternel débat de fond sur la science économique. En effet, ce débat tourne autour de trois questions.

- i) Quelle est la méthode qu'il faut utiliser pour analyser les phénomènes dits économiques ? Doit-on faire référence aux méthodes adoptées en sciences de la nature ? C'est une querelle méthodologique.
- j) Quelle est dans la discipline la place des mathématiques ? Cette question renvoie à une querelle à la fois méthodologique et technique.
- k) Quelle est la relation entre les économistes et le pouvoir ? Les économistes sont-ils objectifs lorsqu'ils sont des « conseillers du Prince »²⁸ ? Cette question renvoie à une querelle politique.

Par rapport à ces trois questions, le concours révèle que la méthodologie admise ou affichée par les candidats est, en moyenne, celle des sciences physiques : l'ultime critère de vérité d'une théorie ou d'un argument serait la réfutation par les faits. Nous disons « affichée » car, en pratique, dans leur grande majorité, les candidats ne cherchent pas à réfuter les arguments qu'ils avancent par des faits ou la mise au point de tests permettant de rejeter une hypothèse. Quand ils font un travail empirique, c'est la plupart du temps un travail descriptif, voire prédictif et même prescriptif car ils n'hésitent pas à aller jusqu'à estimer des paramètres qui devraient permettre de mettre en oeuvre une politique économique et sociale.

La place des mathématiques a pris le pas sur toutes les autres techniques d'expression : par exemple le raisonnement économique qui distingue un économiste de quelqu'un qui ne l'est pas. Un raisonnement logique, littéraire ou abstrait, peut prendre une forme mathématique (géométrique ou algébrique) mais il ne peut se substituer au raisonnement économique. En effet celui-ci inclut la formation des concepts, l'ordonnancement et la signification des prémisses majeures et mineures des théories comme des conclusions. Or seule la langue littéraire n'en déplaie à A.Cournot²⁹, peut nous aider à comprendre et discuter les concepts et la signification d'une théorie exprimée formellement.

Enfin, force est reconnaître que les candidats, en moyenne, affichent une pseudo neutralité politique malgré leurs travaux qui, par le choix des sujets, leur développement comme leurs conclusions, démontrent un biais premier en faveur de l'interventionnisme étatique.

On peut donc conclure que le « scientifiquement correct » a réussi à embarquer une génération entière d'économistes, certes à quelques exceptions près, dans une voie que nous jugeons totalement erronée³⁰.

La discussion de la place des mathématiques en économie est ancienne et toujours recommencée. Il y a cinquante ans, le futur prix Nobel d'économie, Maurice Allais, écrivait dans un article³¹ :

"En aucun cas l'emploi des mathématiques les plus élevées ne doit être considéré comme une garantie de qualité. Les mathématiques ne sont et ne peuvent être qu'un moyen d'expression et de raisonnement. La substance même sur laquelle l'économiste travaille reste économique et sociale. Un économiste peut bien revêtir d'oripeaux mathématiques n'importe quelle erreur d'observation, il ne transforme pas cette erreur en vérité, même si ses raisonnements sont corrects au point de vue formel. » De plus il ne faut pas oublier, comme nous l'avons déjà souligné, que le propre d'une bonne théorie, c'est d'être la plus simple possible parmi toutes celles qui permettent un degré d'approximation donné. Or, ce critérium de simplicité, beaucoup semblent l'oublier, et on tend à fourrer un peu partout des développements mathématiques là où l'on pourrait parfaitement s'en passer, ou même là où ils n'ont rien à faire."

Trente ans plus tard³², Maurice Allais revient sur cette question comme s'il était irrité qu'en définitive, rien n'évolue dans le bon sens :

"Incontestablement, il convient aujourd'hui de mettre en garde contre certains dangers qui se manifestent dans la littérature économique contemporaine, tant en Europe occidentale qu'aux Etats-Unis. Les mathématiques ne sont pas et ne sauraient être un but en soi, sauf pour un petit groupe de mathématiciens professionnels. Les mathématiques sont un outil, un outil indispensable à vrai dire, mais seulement un outil.[...] Avec un esprit critique impitoyable, Keynes en son temps dénonçait dans son remarquable 'Treatise on Probabilities' cette espèce de 'mathematical charlatanry' qui s'oppose au progrès de la science. Mais que pourrait-il dire donc dire aujourd'hui de certains travaux ?" (pp.90-91)

Entre-temps, Von Mises³³ quant à lui est beaucoup plus radical que Maurice Allais et rejoint Keynes lorsqu'il écrit :

" Si cet antagonisme entre les économistes mathématiciens et logiciens était seulement un désaccord sur la procédure la plus adéquate à l'étude scientifique de l'économie, il serait superflu d'y prêter attention. La meilleure méthode ferait preuve de sa supériorité en montrant les meilleurs résultats. .. Toutefois, ce n'est pas ici une dispute sur des questions heuristiques mais une controverse portant sur les fondations de la science économique. La méthode mathématique doit être rejetée, et pas seulement en raison de sa stérilité. C'est une méthode entièrement fautive partant de postulats faux et conduisant à des déductions fallacieuses. Ses syllogismes ne sont pas seulement stériles; ils détournent l'esprit de l'étude des problèmes réels et déforment les relations entre les divers phénomènes".

Le critère ultime de vérité d'une théorie ou d'un argument en sciences sociales n'est pas non plus sa confrontation aux faits comme en science de la nature pour la simple raison que les faits économiques et sociaux sont les résultats d'actions humaines (qu'elles soient intentionnelles ou non) et non pas de forces extérieures.

Il n'est pas possible en sciences de la nature d'observer directement les éléments de base de l'interprétation théorique, tels les molécules ou les atomes. En revanche, en sciences humaines, les éléments de base de l'interprétation théorique, les individus et leurs désirs, sont de nature directement empirique. Les hommes, par l'*introspection*, ont une connaissance directe de leurs désirs et projets. Nous savons de manière certaine que tous les hommes agissent en vue d'atteindre certains objectifs et utilisent des moyens pour le faire. Par définition tous les événements qui fondent l'histoire économique et sociale, c'est-à-dire tous les faits économiques, politiques ou sociaux, sont toujours le produit intentionnel ou non de l'action humaine. C'est cela qui distingue les sciences sociales des sciences de la nature.

Quel est alors le critère authentique du vrai et du faux dans le domaine de l'action humaine ? Au niveau théorique, c'est *la cohérence logique* des déductions que l'on tire « du comportement humain en tant que relation entre les fins et les moyens rares à usages alternatifs »³⁴. Au niveau pratique ou empirique³⁵, cela se traduit par une réflexion sur les raisons pour lesquelles les projets tels qu'ils étaient anticipés par chacun n'ont pu être réalisés. En effet si chacun réalisait ses anticipations, on ne voit pas pourquoi il faudrait se préoccuper d'une telle situation. C'est ce que l'on va observer par exemple lorsque plusieurs personnes convoitent la même ressource rare pour des usages différents. La solution est connue : on

attribue des droits de propriété selon une règle et on laisse ces droits de propriété être échangés avec le consentement des parties pour que l'usage soit mis dans les mains des individus qui pensent en faire le meilleur usage. Lorsque l'on empêche par la violence (y compris la violence politique) que les droits de propriété s'établissent, on interdit par la violence (y compris la violence politique) certains échanges entre adultes consentants de se faire et que l'on interfère dans le système de prix de fonctionner, on est certain que certains individus ne réaliseront jamais leurs anticipations.

Cela se traduit donc aussi par une réflexion sur ce que l'on appelle *l'analyse contre factuelle*. Quels auraient été les événements qui auraient façonné l'histoire individuelle ou celle d'un ensemble d'individus si telle décision n'avait pas été prise ou si tel événement ne s'était pas passé ou encore si tel système institutionnel avait été adopté ? Par exemple quel aurait été le niveau de vie des allemands de l'Est si ces derniers n'avaient pas vécu sous un régime communiste pendant 45 ans ? La réponse a été donnée partiellement par l'expérience vécue. Ils auraient eu le niveau de vie des allemands de l'Ouest. Cette expérimentation « non naturelle » ne permet pas de conclure. En effet, on peut contester cette proposition parce que ceux qui ont choisi cette voie volontairement, c'est-à-dire ceux qui ont dirigé le pays et ceux qui les ont soutenus, contrairement à ceux qui ont été contraints de les suivre, ont révélé qu'ils préféreraient la pénurie et une situation de relative pauvreté à celle de la richesse. Cette question s'applique tout aussi bien au marché du travail. Quel aurait été le niveau de vie des exclus du marché du travail si le salaire minimum n'existait pas ? Toute interprétation empirique d'un fait économique ou social implique de se poser cette question des actes individuels qui sont le résultat de la coercition exercée par d'autres individus.

En conséquence, appliquer strictement les méthodes expérimentales ou de vérifications empiriques développées dans les sciences de la nature en arguant qu'il n'y a qu'une méthode scientifique est donc une erreur. Cela a déjà été dénoncé depuis longtemps par Cairnes, un auteur du dix neuvième siècle ou plus récemment par F.Hayek ou encore Mises. L'application d'une méthodologie positiviste à un domaine qui ne s'y prête pas est une imitation servile fondamentalement anti-scientifique.

Enfin, on peut terminer ce texte par un rappel des relations difficiles qu'entretiennent le pouvoir politique et la science. Ces relations sont tendues pour une raison simple : les idées des économistes³⁶, en tant qu'experts, influencent l'opinion des gouvernants et donc la politique de demain. Comme l'histoire l'a démontré, idées ou idéaux peuvent aussi avoir des

conséquences néfastes voire mortelles lorsque ces économistes ou ceux qui sont proches du pouvoir préconisent des législations ou des systèmes économiques qui créent des dommages à la population dans son ensemble ou dans ses parties car de façon ultime les idées mènent le monde. Or, la production d'idées scientifiques dépend de manière cruciale des institutions dans lesquelles elle prend place. Entre un économiste payé sur un marché libre pour éduquer les gens, et faire de la science³⁷, et un économiste payé par un état-moderne, en situation de quasi monopole, pour faire les mêmes choses, on devine aisément que le résultat ne sera pas le même. Peut-on s'étonner alors que les candidats (reçus ou non reçus) défendent presque tous l'omnipotence et la bienveillance de leur employeur (ici l'Etat) lorsque les laboratoires où ils travaillent ne survivent que par des subventions ou des contrats publics dont l'objet par définition consiste à conseiller le « Prince »³⁸?

Références

Auriol et Portier, 2004, « Réflexions en vue de la suppression du concours d'agrégation des universités en économie (section 05) » Miméo.

Allais Maurice, 1954 "Puissance et dangers de l'utilisation des mathématiques en Economique " *Econometrica*.

Allais Maurice. 1983, "Fréquence, probabilité et hasard", *Journal de la Société de Statistique de Paris*, 124, 2, pp.70- 91

Cournot Augustin 1838 *Recherches sur les principes mathématiques de la théorie des richesses*, reproduit dans *Perspectives de l'économie: les fondateurs*, Paris, Calmann-Lévy

Coquelin Charles 1864 *Dictionnaire d'économie politique*, s.v. « concurrence » , Paris, Guillaumin

Frey Bruno 2000, « Why Economist Disregard Economic Methodology » Working paper n°58 Institute for Empirical Research in Economics, University of Zurich

Kalaitzidakis Pantelis, Mamuneas Theofanis et Stengos Thanasis 2001 « Rankings of Academic Journals and Institutions in Econmics » Report to the European Economic association ,

Linnemer Laurent et Perrot Anne (2003) : « Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le concours d'agrégation en sciences économiques » *Revue Economique*.

McCloskey Deirdre, 1985, *The Applied Theory of Price*, Macmillan

Von Mises Ludwig 1966, *Human Action, A treatise on Economics* Chicago Regnery Company. Traduction française *L'action Humaine*, Paris PUF ,1985 p. 369

Robbins Lionel 1932 *Essai sur la nature et la signification de la science économique*, Paris Librairie Médicis pp30

Say Jean Baptiste, 1852, *Cours complet d'économie politique* . pp44-46 Paris Guillaumin.

Notes

¹ Professeur d'économie à l'Université de Paris II et membre du Jury du concours d'agrégation de sciences économiques 2003-204 présidé par Pascal Salin, concours qu'il ne faut pas confondre avec le concours d'agrégation d'économie et sciences sociales de l'enseignement secondaire (confusion qu'a commise le ministre Darcos dans une réponse à une question du député H. Novelli lors d'une séance des questions orales au gouvernement, à l'Assemblée nationale et qui en dit long sur la compétence des ministres).

² Cette critique n'engage que l'auteur et non les membres du jury.

³ Laurent Linnemer et Anne Perrot (2003) : « Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le concours d'agrégation en sciences économiques » *Revue Economique*.

⁴ Sous la présidence de Fitoussi, la faiblesse du lien vient de ce que les candidats OFCE au concours n'ont pas pour directeur de thèse un membre du jury et ne travaillent pas non plus à l'université alors que le président du Jury est aussi président de l'OFCE. Il y a donc une forte sous estimation, pour ce concours, des liens des candidats avec le jury parce qu'ils sont autres que purement académiques

⁵ qui ont été recrutés, pour les français, par le même processus, ce qui par rétro- induction implique que les jurys, qui ont agrégés les membres du jury actuel du concours, étaient eux aussi incompetents puisqu'ils auraient agrégés des gens « qui n'ont rien démontré en matière de recherche ou de publication » selon les affirmations d'un chercheur du CNRS, Thomas Piketty, interviewé par Libération .

⁶ Voir l'article de Libération du mardi 4 février 2004 qui a ouvert la campagne médiatique et que nous avons reproduit en annexe pour information.

⁷ On pourrait imaginer que le nombre de candidats aurait pu augmenter modifiant la sélection aux diverses étapes. Le taux de sélection le plus bas observé dans le passé est celui de 1999. Contrairement au concours de 2003, où le nombre de postes ouverts a été raréfié, le concours de 1999 est celui où il y a eu le plus de candidats à se présenter avec un taux de désistement de 3%, qui est aussi le plus faible observé depuis 20 ans. Il est intéressant de remarquer que la composition de ce jury était, à l'opposé du concours de 2003, très marqué à gauche. Ceci peut expliquer l'afflux des candidats et le faible désistement. Comme les gens révèlent leur préférence par l'action, ici se présenter au concours, c'est aussi un indicateur de la couleur politique de l'ensemble de la profession.

⁸ Dans la cabale contre le concours menée par certains de nos collègues, on a souligné les liens idéologiques entre les candidats et les membres du jury qui n'est pas le lien dont on discute ici puisqu'il s'agit de la direction de thèse et /ou l'appartenance à la même université. Le nombre de candidats sous admissibles jugés « ultra-libéraux » selon cette cabale était de 6. Ce qui veut dire que 34 des candidats sélectionnés à cette étape n'étaient pas de ce courant doctrinal. On peut faire confiance à ceux qui ont mené la cabale, s'ils n'en ont pas trouvé d'autres, c'est qu'il n'y en a pas.

⁹ Cette génération s'étend sur plusieurs concours. A la lecture du rapport du concours de 1997, celui de Bienaimé, celle-ci ne prend pas naissance en 2003. On peut donc considérer l'échantillon des 97 candidats comme un échantillon représentatif des générations qui se succèdent depuis quelques concours.

¹⁰ Ces caractéristiques sont obtenues à partir du CV joint par le candidat. Elles dépendent donc très fortement de la façon dont est rédigé le CV et de ce que veut signaler le candidat aux membres du jury.

¹¹ A titre d'exemple nous pouvons prendre la notion de coût d'opportunité qui est largement méconnue des candidats et souvent de nos collègues eux mêmes. Ainsi Auriol et Portier, professeurs à l'université de Toulouse I, dans un texte [Réflexions en vue de la suppression du concours d'agrégation des universités en économie (section 05)] (2004) qui circule dans la profession pour convaincre nos collègues de supprimer l'agrégation des universités évoquent le coût d'opportunité élevé de ce concours.

Qu'écrivent-ils ? « *Il est difficile d'évaluer le coût d'un tel concours : coûts directs en heures complémentaires des membres du jury, trajets et nuits d'hôtel pour les membres du jury et les candidats provinciaux, coût de secrétariat du concours, de mise à disposition d'un fonds bibliographique pour les leçons en loge ; mais aussi coûts indirects d'opportunité liés à la participation au concours des membres du jurys et des candidats (activités professionnelles non réalisées et coûts privés associés à la préparation au concours et à la participation au jury).* » Normalement un coût d'opportunité est la valeur de la deuxième meilleure des alternatives sacrifiées lorsque l'on décide d'une action plutôt que d'une autre. Il faut donc se poser deux questions quelles sont les alternatives qui sont sacrifiées et qui les sacrifie ?

Dans l'exemple cité les coûts directs sont constitués par les sommes d'argent prélevées sur le dos du contribuable et qui auraient pu être consacrées à autre chose dans le contexte d'un mode de recrutement alternatif par exemple par la suppression du statut de fonctionnaire des enseignants et une rémunération des enseignants sur la base d'un prix de marché. Qu'aurait fait le contribuable de cet argent si on ne l'avait pas prélevé par la force ? Personne n'en sait rien parce que l'on ne connaît pas la valeur des actes qu'auraient entrepris le contribuable si on lui avait laissé le choix de disposer de cet argent. Donc les coûts directs ne mesurent pas le coût d'opportunité des sommes dépensées par le ministère. Les coûts indirects évoqués par nos deux auteurs sont-ils des coûts ? Personne ne force les membres du jury, ni les candidats, à participer au concours. C'est eux qui supportent ces coûts indirects, ce n'est pas quelqu'un d'autre. S'ils décident de le faire c'est que les alternatives qu'ils sacrifient, telles que les candidats et les membres du jury en jugent par eux mêmes, ont une moindre valeur que l'action consistant à participer à ce concours. Les candidats en attendent un rendement : devenir professeur et les membres du jury en attendent sans doute une satisfaction ou considèrent qu'il s'agit d'un honneur qui vaut bien le sacrifice en temps exigé. Nos deux auteurs commettent deux fautes de raisonnement : 1) les coûts directs ont en fait un coût d'opportunité puisque les alternatives sacrifiées sont celles du contribuable ; 2) le coût d'opportunité supporté par les membres du jury ou les candidats a été contrebalancé par un gain parce que cet acte est volontaire. Nos deux auteurs méconnaissent l'implication d'une action volontaire par opposition à une action contrainte. Le chiffre proposé de 590 000 euros est donc erroné.

¹² Un économètre peut tout à fait faire de l'épidémiologie ou de la sociométrie.

¹³ D.McCloskey (1985), *The Applied Theory of Price*, Macmillan.

¹⁴ Les candidats hommes sont plus âgés que les candidates 35 ans contre 34 et lorsqu'ils ont des enfants, ils en ont plus que les candidates qui ont des enfants.

¹⁵ Dans la classe d'âge de 35 à 45 ans avec des personnes dont le niveau d'éducation correspond à des études supérieures, le recensement de 1999 révèle que parmi les hommes 17 % d'entre eux vivent seuls et parmi les femmes 7, 6 % d'entre elles vivent seules à cet âge là. Dans notre échantillon pour la même classe d'âge 50% des hommes et des femmes sont célibataires. (Données sociales de L'INSEE 2002-2003 figure 2 page 41). Cette comparaison accentue encore plus le caractère atypique de cette population.

¹⁶ Ces écarts sont tous accentués si l'on compare l'échantillon des sélectionnés à ceux qui ne le sont pas.

¹⁷ Il ne faut pas négliger les phénomènes d'auto sélection de la part des candidats qui ont des préjugés sur les membres du concours et peuvent ne pas se présenter parce qu'ils anticipent que leurs travaux ne correspondent pas au profil du jury. Entre les 130 candidats du concours de 1999 et la centaine de 2003 cela fait une trentaine de candidats qui ne se sont pas présentés. Or parmi ces candidats qui renoncent, il peut y avoir une plus forte proportion de candidats qui formalise. Faute d'accès aux travaux des candidats de cette époque nous ne pouvons pas vérifier ni corriger ce biais d'auto sélection.

¹⁸ Nous écrivons : « il semble » car le nombre de publications n'est pas en soi « objectif ». Par exemple doit-on multiplier le nombre de pages par le nombre de publications ? En effet, un article court très formalisé demande moins de travail qu'un article long avec des tests empiriques. Quand le candidat n'est pas le seul co-auteur doit-on diviser le nombre de pages de l'article par le nombre de co-auteurs ? En quoi la valeur de l'article est-elle liée au nombre de pages et celle du candidat au nombre d'articles ?

¹⁹ Nous n'avons pas tenu compte du poids accordé à chaque revue par le rating de Dixit ou de Kirman. Si l'article est publié dans une revue répertorié dans le rating on note 1 sinon zéro.

²⁰ Le rating des revues comme critère de sélection des candidats soulève des conflits évidents entre les membres de la profession. Il est un enjeu essentiel pour imposer le « scientifiquement correct ». C'est une pratique américaine que l'on tente d'importer en France. Plusieurs listes circulent dans le milieu : celle de Diamond, de Dixit ou celle de Kirman. L'élaboration d'un tel indicateur n'est pas sans problème. L'habitude consiste à donner une base « objective » à ce rating en se fondant sur le nombre de fois où la revue est citée par des auteurs via les articles qu'ils mentionnent dans leurs références. Par exemple l'AER est cité très fréquemment dans les articles publiés dans les diverses revues. Cette information se trouve dans le Journal of Citation Reports. Pour mesurer l'impact de la revue on fait le ratio entre le nombre d'articles qui citent la revue dans les deux dernières années et le nombre d'articles produits par la revue. On corrige ce nombre de citations en enlevant les auto-citations et en prenant en compte l'âge de la revue comme sa taille. Malheureusement, ces ratings donnent une prime aux revues existantes et aux plus anciennes. Le rating donne aussi un avantage décisif aux revues américaines.

Kalaitzidakis P., Mamuneas T. et Stengos T. dans un texte de 2001 sur « Rankings of Academic Journals and Institutions in Economics » Report to the European Economic association, partent de l'indice 100 pour l'AER, trouve alors 74,42 pour le JPE avec le JCR et 1,54 avec la Revue Economique ! L'indice ajusté n'améliore pas les choses puisque l'on passe de 100 à 49,4 et 0,09 pour l'AER, le JPE et la Revue Economique respectivement. Nous sommes loin des ratings qui circulent dans la profession et qui attribuent 10 à l'AER ou au JPE et 2 à la Revue Economique.

²¹ Qui est en fait une faiblesse ! Par ailleurs, on peut nuancer l'aptitude à la formalisation. Il arrive souvent que sur certains aspects des mathématiques (par exemple sur les propriétés des fonctions d'utilité), les candidats n'apparaissent pas aussi solides qu'on le pense.

²² Ceci avait déjà été souligné dans le rapport du concours de Bienaimé de 1997.

²³ Qui est un concept qui nous vient de la physique. Ainsi nous avons eu droit à une métaphore enseignée par l'un de nos collègues initiateur de la cabale sur la balle de ping-pong dans un trou d'eau dont le fond est soit argileux, soit sablonneux. Une averse est assimilée à un choc exogène qui remplit le trou d'eau. La distance entre le fond et la balle de ping-pong mesure le chômage. Quand le sol est sablonneux, l'eau est absorbée par le sol rapidement et la balle revient dans sa position initiale ; lorsque le sol est argileux l'eau ne s'écoule pas assez vite et la balle ne revient que rarement à sa position initiale car d'autres averses surviennent ! De telles métaphores au lieu d'être éclairantes obscurcissent le jugement et donc ne peuvent être prise au sérieux. En effet elles révèlent une conception du chômage en termes de flux et de stocks où le système de prix ne joue aucun rôle. Elle suggère que la solution tient dans la qualité du sol et comme ce dernier est exogène au problème, la métaphore induit un esprit fataliste. Si les mots sablonneux ou argileux font références à une situation où des réglementations empêchent ou non le système de prix de fonctionner, le « laissez-nous faire » serait le sablonneux et l'interventionnisme étatique serait l'argileux. La métaphore obscurcit le problème car elle empêche de se poser la bonne question.

²⁴ Par la suite, outrepassant les prérogatives de l'organisme, des membres du CNU mettront au vote une motion condamnant l'"option libérale". La motion recevra une courte majorité !

²⁵ D'une façon ou d'une autre la réflexion de la profession sur l'Etat se résume à un argument hobbesien. Le monopole de la coercition sur un territoire est toujours vu comme un moyen d'améliorer le sort de tous. En effet, pris individuellement et poussé par leur intérêt personnel les agents économiques ne seraient pas capables de saisir dans certaines circonstances (biens publics, externalités, rendements croissants, asymétries d'information) des occasions de profits ou d'améliorations de bien être. Grâce à l'Etat et à son monopole sur la coercition les agents économiques pourraient alors saisir ces opportunités qu'ils ne pourraient saisir autrement. Aucune réflexion sérieuse n'est faite sur les concepts d'externalités, de biens publics ou d'asymétrie d'information. Aucune réflexion sérieuse n'est menée sur le fait que l'Etat, par sa nature propre, produit des externalités négatives, est un mal public et est le champion des asymétries d'information (ce qui est censé être l'objet de la dite Nouvelle Economie Publique qui reste prisonnière de sa vision angélique de l'Etat). On en est encore à ce stade de réflexion plus de 40 ans après l'émergence de la théorie des choix publics.

²⁶ Il est naturel de faire appel à ceux qui désirent publier comme rapporteurs. Mais faute de rémunérations des rapporteurs ces tâches sont allouées à des jeunes chercheurs qui n'ont pas la maîtrise du raisonnement économique ni l'expérience du problème traité. Leurs jugements reproduisent ce qu'ils connaissent : la

formalisation. On obtient alors un renforcement du conformisme intellectuel des papiers publiés y compris dans la présentation stéréotypée de ces derniers ! On peut lire avec profit le texte de Bruno Frey sur cette question des rapporteurs dans un autre contexte : Bruno Frey 2000, « Why Economist Disregard Economic Methodology » Working paper n°58 Institute for Empirical Research in Economics, University of Zurich

²⁷ qui n'est pas une exception française tant les jeunes générations imitent les anglo-saxons.

²⁸ On pense ici au rôle du Conseil d'Analyse Economique dont nous avons fait une critique par ailleurs : <http://lemennicier.bwm-mediasoft.com/article.php?ID=85&limba=fr>

²⁹ A propos de la concurrence A.Cournot dans *Recherches sur les principes mathématiques de la théorie des richesses* (1838), reproduit dans *Perspectives de l'économie: les fondateurs*, Paris, Calmann-Lévy. écrit « Tout le monde se forme une idée vague des effets de la concurrence: la théorie aurait dû s'attacher à préciser cette idée; et pourtant, faute d'envisager la question sous le point de vue convenable, faute de recourir aux signes dont l'emploi devient indispensable, les écrivains économistes n'ont perfectionné en rien, sous ce rapport, les notions vulgaires. Elles sont restées mal définies, mal appliquées dans leurs ouvrages, comme dans le langage du monde ».

"Les effets de la concurrence ont atteint leur limite, lorsque chacune des productions partielles D_k est insensible, non seulement par rapport à la production totale $D=F(p)$, mais aussi par rapport à la dérivée $F'(p)$, en sorte que la production partielle D_k pourrait être retranchée de D , sans qu'il en résultât de variation appréciable dans le prix de la denrée ». On peut contraster cette définition obscure avec celle de Charles Coquelin *Dictionnaire d'économie politique*, s.v. « concurrence » (1864), Paris, Guillaumin pour illustrer notre propos : « La concurrence apparaît encore et surtout comme le principal agent du progrès. Tous ces industriels, maîtres de leurs actions et responsables de leurs œuvres, stimulés comme ils le sont par la concurrence incessante de leurs rivaux, s'ingénient à qui mieux mieux à simplifier le travail, à améliorer les méthodes, à perfectionner les procédés connus et à inventer des procédés nouveaux ».

« L'action de la concurrence suppose la liberté de l'homme, au moins dans les relations industrielles. Elle suppose, en effet, d'abord des conventions toujours volontaires et libres entre les parties contractantes, entre le vendeur et l'acheteur d'une marchandise, entre celui qui offre un produit et celui qui l'accepte; car si l'une des parties peut imposer ses conditions à l'autre, il n'y a plus de concurrence, il n'y a même plus de contrat. Elle suppose, en outre, et c'est encore une condition essentielle, la liberté pour chacune de ces parties de s'adresser à des tiers quand elle n'est pas satisfaite des conditions actuelles qu'on lui offre ».

³⁰ D'autant plus que nous l'avons pratiqué.

³¹ Maurice Allais 1954 "Puissance et dangers de l'utilisation des mathématiques en Economique " *Econometrica*.

³² Allais, M. (1983), "Fréquence, probabilité et hasard", *Journal de la Société de Statistique de Paris*, 124, 2, pp.70- 91

³³ L.Von Mises 1966, *Human Action, A treatise on Economics* Chicago Regnery Company. Traduction française *L'action Humaine*, Paris PUF ,1985 p. 369 .L.Von Mises reprend l'argument de Jean Baptiste Say à l'encontre des mathématiques, 1852, *Cours complet d'économie politique*. pp44-46 Paris Guillaumin.

³⁴ L.Robbins 1932 *Essai sur la nature et la signification de la science économique*, Paris Librairie Médicis pp30 Cette phrase de Robbins est reprise de Menger et Mises

³⁵ Qu'est-ce qu'un fait empirique en économie ou en sciences sociales ? Un indice de prix n'est pas un fait empirique mais une abstraction. En revanche, entrer sur le marché du travail si le salaire proposé excède la rémunération exigée, est un fait empirique ou le résultat d'une action humaine.

³⁶ L'argument vaut pour toutes les disciplines, par exemple l'épidémiologie dans le domaine de la santé dite publique.

³⁷ Rappelons qu'Adam Smith est payé directement par ses élèves. Aujourd'hui n'importe quel professeur de tennis ou de piano-Jazz vit principalement des leçons qu'il donne à ses clients tant qu'il n'est pas célèbre.

³⁸ Là encore on peut se reporter aux travaux du CAE (Conseil d'Analyse Economique) pour mesurer la dérive intellectuelle de notre profession.

Annexe : Texte de Libération

OPA ultralibérale sur l'agrégation d'économie

Polémique autour du président et des membres du jury du concours, accusés de partialité.

Par Emmanuel DAVIDENKOFF et Laurent MAURIAC

mardi 24 février 2004

Selon un collectif d'enseignants, le président du jury et au moins trois de ses sept membres sont affiliés à des associations d'obédiences libérales. Faudra-t-il, cette année, être ultra-libéral pour obtenir l'agrégation de sciences économiques du supérieur ? C'est la crainte affichée par un nombre croissant de professeurs en train de se mobiliser. Ce qui les fait tiquer : un jury «monocolore» et une première sélection de candidats qui leur semble dictée par des choix idéologiques. Un constat d'autant plus grave qu'«en économie comme en droit ou en gestion, le concours de l'agrégation externe du supérieur est la principale voie pour devenir professeur des universités», écrit un collectif d'enseignants en économie, comprenant notamment François Legendre, professeur à Paris-XII, et Yannick L'Horty, professeur à Evry-Val d'Essonne. Le choix du président et du jury a déjà donné lieu «au vote d'une motion défavorable du Conseil national des universités», rappellent-ils.

«Scandale». Les enseignants remarquent que trois ou quatre membres du jury (sur sept) partagent avec Pascal Salin, le président, nombre d'affiliations à des associations d'obédience libérale. Ils relèvent des extraits de publications, très marqués idéologiquement, d'au moins six des 40 candidats admissibles à la deuxième épreuve (sur trois) du concours. «On est en face d'un énorme scandale», juge Thomas Piketty, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (et chroniqueur à Libération).

C'est d'abord la personnalité de Pascal Salin qui est contestée. Proche d'Alain Madelin, prof à l'université Paris-Dauphine, il est connu pour son libéralisme revendiqué. Ses pairs sont divisés sur ses compétences scientifiques. «A Dauphine, il est très isolé, selon un maître de conférences de l'université. Tout est fait pour qu'il soit le moins possible en contact avec les étudiants.»

Dans le jury qu'il a composé, on compte l'un de ses proches, Bertrand Lemennicier (Panthéon-Assas), qui s'est distingué pour ses théories sur le marché du mariage ou la privatisation des rues. «Quatre membres sur sept appartiennent à la société du Mont-Pélerin, fondée par Friedrich Hayek (père de la pensée libérale, ndlr), dont les membres trouvent "dangereuse l'expansion des gouvernements, et pas seulement dans le domaine de la protection sociale"», observent les économistes contestataires. «Ce qui est le plus gênant, ce n'est pas le biais idéologique du jury, mais le manque de compétence de ses membres, estime un directeur de recherche au CNRS. Des gens qui n'ont rien démontré en matière de recherche ou de publication, et qui sont chargés de sélectionner les futurs enseignants et chercheurs en économie.»

Un candidat malheureux déplore que le jury ait «laissé passer des candidats dans leur mouvance, en ne tenant pas compte de critères académiques». La liste des admissibles à la deuxième épreuve montre qu'il y a des «gens qui ne sont pas réputés pour leurs travaux scientifiques mais qui ont développé des analyses de nature idéologique, estime Alain Beitone, professeur de sciences économiques et sociales au lycée Thiers à Marseille. Si la sélection des candidats était irréprochable, l'affaire n'aurait pas de raison d'être.» Ni Pascal Salin ni les membres du jury n'étaient joignables hier (par e-mail ou téléphone).

Cocktail. La polémique était annoncée, comme presque chaque année dans cette matière politiquement sensible. Un cadre du ministère décrit un «jeu de balancier absurde» qui teinte les jurys au gré des majorités. En principe, il est contrebalancé par un mélange d'intérêts bien compris ne pas susciter de rétorsion quand la couleur politique change et de rigueur scientifique. Pourtant, dès le départ, la nomination de Pascal Salin et la constitution du jury suscitent des doutes. Pas de femme, une écrasante sur représentation des universités parisiennes... sans compter la «coloration» idéologique.

Ce cocktail rompt les usages mais n'enfreint pas les textes. La procédure a été respectée : nomination du président du jury par le ministre de l'Education nationale dans une liste de professeurs présentant une ancienneté suffisante (liste poétiquement appelée «le cocotier») ; puis désignation par le président des membres de son jury, soumise à l'approbation du ministère. Celui-ci ne pipe mot, en dépit des polémiques accompagnants l'annonce de la composition du jury Salin. De toute façon, ces nominations réputées sensibles remontent à Matignon où elles sont observées de près a fortiori en économie, discipline d'origine du conseiller éducation de Raffarin.

Limites. Certains universitaires relativisent l'affaire. «J'ai toujours entendu ce genre de choses», note Jean-Hervé Lorenzi, de Paris-Dauphine. Jean-Paul Fitoussi, président du jury d'agrégation voici quelques années, souligne qu'il «n'est pas très sain de se prononcer sur un concours pendant qu'il a lieu». Beaucoup jugent que, cette fois, le système s'épuise. Cet épisode «montre les limites des procédures centralisées dans le recrutement des professeurs, estime Thomas Piketty. Quand le planificateur est compétent, ça marche, mais quand il est mauvais, on voit ce que ça donne.» De quoi réfléchir à cette «citation du mois», en exergue d'un site consacré à l'économiste Frédéric Bastiat, sur lequel deux candidats admissibles ont publié des articles : «Tous les monopoles sont détestables, mais le pire de tous c'est le monopole de l'enseignement.»

Pour mesurer les mœurs de nos collègues du Conseil National des Universités, on peut toujours consulter le document diffusé pour dénigrer les candidats et les membres du jury sur le site Internet de la section du parti socialiste, à Strasbourg :

<http://schoelcher.ouvaton.org/Loups%20et%20brebis.htm/>